



Bachelet se félicite de la volonté du Cameroun de coopérer pour faire face aux crises des droits de l'homme

Après une visite au Cameroun, la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, s'est félicitée de la volonté du gouvernement de collaborer avec le Bureau des droits de l'homme des Nations Unies et le reste des Nations Unies les principales crises humanitaires et des droits de l'homme causées par les graves troubles et violences qui se produisent dans l'ouest et le nord du pays. «Je pense qu'il existe une possibilité, même si elle est courte, d'arrêter les crises qui ont entraîné des centaines de milliers de personnes déplacées, ainsi que les meurtres et les violations brutales des droits humains et les exactions qui affectent les régions septentrionale et occidentale. régions du pays », a déclaré Bachelet.

«Mais il ne sera pas facile de remédier à ces situations. Il faudra des mesures importantes de la part du gouvernement et un soutien substantiel et soutenu de la communauté internationale - y compris de nous à l'ONU. " «Les défis sont immenses et la situation impliquant une dizaine de mouvements séparatistes ou plus dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-ouest risque de devenir complètement incontrôlable si des mesures sérieuses ne sont pas prises pour réduire les tensions et rétablir la confiance. De l'avis général, il faut aussi s'attaquer aux causes profondes et aux griefs sous-jacents si l'on veut rétablir la stabilité à long terme dans un pays qui était jusqu'il ya quelques années encore l'un des plus sédentaires et des plus pacifiques

de la région. ”

Le chef des droits de l'homme des Nations Unies a noté que le gouvernement faisait également face à d'autres défis majeurs, notamment les incursions transfrontalières de groupes armés et d'organisations criminelles le long de sa frontière orientale avec la République centrafricaine. Parallèlement, dans le nord du pays, les forces armées luttent pour faire face aux déprédations et aux attentats-suicides perpétrés par Boko Haram et, dans l'extrême nord du lac Tchad, la population est terrorisée et attaquée par une autre organisation extrémiste, le soi-disant État islamique d'Afrique de l'Ouest (ISWA). En outre, le Cameroun accueille des centaines de milliers de réfugiés de la République centrafricaine et du Nigéria. Dans plusieurs régions, des civils et des soldats ont été tués et mutilés et des villages entiers ont été incendiés. Des enfants ont été enlevés et forcés de rejoindre les groupes armés et ont même été utilisés par Boko Haram comme kamikazes sans le vouloir. Dans les deux régions occidentales, les écoles, les hôpitaux et d'autres infrastructures essentielles ont été ciblés et détruits par les différents groupes séparatistes; et des employés du gouvernement, y compris des enseignants qui ont osé continuer à enseigner, ont été pris pour cibles et assassinés ou enlevés.

Les forces de sécurité ont également été accusées d'avoir commis de graves violations, notamment des assassinats extrajudiciaires et des actes de torture, à l'encontre de civils et de combattants capturés dans le nord et dans l'ouest. Au cours de trois jours de réunions et de consultations dans la capitale, Yaoundé, le Haut Commissaire a eu un entretien approfondi avec le Président Paul Biya sur les défis auxquels le pays est confronté en matière de droits de l'homme et sur les initiatives prises par le gouvernement pour y faire face. des liens plus larges avec la paix, la sécurité et le développement.

Elle a également rencontré le Premier ministre et le ministre des Relations extérieures; le ministre de la Défense, aux côtés de hauts responsables de l'armée et de la police; le ministre de l'Administration territoriale (Intérieur), le ministre de la Justice, le ministre de la Femme, de l'autonomisation et de la famille et le ministre de l'Enseignement secondaire. Le chef des droits de l'homme des Nations unies a remercié le président de l'avoir invitée et lui a exprimé sa gratitude, ainsi que les membres de son gouvernement, ainsi que ses autres interlocuteurs, y compris des organisations de la société civile et des médias, la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés, le président de la Commission. l'Assemblée nationale et vice-président du Sénat, des politiciens de l'opposition et du parti au pouvoir et sept hauts responsables de diverses communautés religieuses, ainsi que du corps diplomatique. Elle a également pris note avec satisfaction des exposés des dirigeants de deux nouveaux organes créés par le président pour traiter de questions spécifiques liées aux problèmes de l'ouest et du nord, à savoir la Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme et de la Commission. Comité national de désarmement, de démobilisation et de réintégration.

"Le travail de ces deux organismes en est encore à ses débuts", a déclaré Bachelet. «Mais je pense qu'ils peuvent potentiellement apporter d'importantes contributions au fil du temps pour mieux comprendre et gérer la crise dans les deux régions occidentales, et pour encourager un nombre croissant de combattants à déposer les armes et à se réinsérer dans la société, tant au nord qu'à l'ouest. Néanmoins, il ne faut pas sous-estimer les énormes défis auxquels les deux organismes sont confrontés, et j'ai proposé de partager des conseils et des enseignements

importants que nous avons tirés d'efforts similaires menés dans d'autres parties du monde. »

Bachelet a également proposé de fournir conseil et assistance au gouvernement, comme ce fut le cas pour les forces du G5 au Sahel, afin de veiller à ce que les opérations militaires soient conformes aux normes internationales en matière de droits humains et à ce que les violations ne soient pas empêchées lorsque les forces militaires sont engagées. opérations antiterroristes et de lutte contre les groupes armés.

«En tant qu'ancien ministre de la Défense, je reconnais les difficultés et les dilemmes auxquels sont confrontés les soldats confrontés à des groupes armés extrêmement violents entrant et sortant de zones civiles, commettant des atrocités en cours de route», a déclaré le chef des droits de l'homme des Nations unies. «Néanmoins, chaque violation commise par les forces gouvernementales est non seulement illégale, mais également contre-productive dans la mesure où elle fait le jeu des groupes extrémistes, en alimentant le ressentiment de la population locale et en facilitant le recrutement. Les forces armées doivent gagner et conserver la confiance des populations locales. Pour ce faire, elles doivent respecter scrupuleusement le cadre du droit et des normes internationaux. S'ils ne le font pas, ils ne vaincront pas un ennemi nourri par la méfiance des civils envers les autorités. Dans l'intervalle, les civils pris au piège entre ces deux puissantes forces opposées, bien qu'asymétriques,

La Haut-Commissaire a souligné qu'il était essentiel que les membres des forces de sécurité auteurs d'infractions graves soient tenus pour responsables. "Le gouvernement m'a informé des mesures qu'il avait prises en réponse aux allégations de violations", a déclaré Bachelet. «Et je les ai exhortés à faire preuve de la plus grande transparence possible dans de tels cas. Il est essentiel que les crimes soient punis et qu'ils soient perçus comme tels. En cas d'impunité, l'immunité est présumée, ce qui entraînera la multiplication des crimes et un déclin de la confiance dans les forces armées, ce qui ne fera qu'aggraver les problèmes auxquels elles sont confrontées. Le maintien du moral est important, mais il est impératif de dissuader les membres des forces de sécurité de prendre des mesures illégales. Cette question particulière porte atteinte à la réputation internationale du Cameroun et sape le soutien international aux efforts de lutte contre les groupes armés opérant sur son territoire. "

La Haut-Commissaire a déclaré qu'elle condamnait catégoriquement tous les groupes armés qui visaient des civils, ainsi que l'incendie des écoles et des installations médicales par les groupes séparatistes dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. "Il n'y a aucune logique dans leur comportement", a-t-elle déclaré. «S'ils militent pour plus d'autonomie, pourquoi chercher à priver leurs propres enfants de l'éducation, pourquoi tuer les enseignants et détruire les installations de santé? Ce n'est pas idéaliste, c'est nihiliste. La seule façon de résoudre les problèmes dans les deux régions occidentales consiste à engager un dialogue, y compris une analyse approfondie des causes profondes des troubles, et j'exhorte toutes les parties, y compris le gouvernement, à faire un effort acharné pour mettre fin aux combats et commencer les pourparlers de paix. . " Bachelet a également soulevé la question du manque d'accès des défenseurs des droits de l'homme internationaux et nationaux - y compris de la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés - et des agences humanitaires aux régions touchées. «J'ai entendu cela de tant de gens», a-t-elle déclaré. «L'absence d'accès alimente la méfiance internationale et locale: notamment la méfiance à l'égard des victimes; les soupçons et les discours contradictoires sur qui est responsable de quelles violations et abus;

et la réticence à appuyer pleinement les efforts du gouvernement pour faire face à ces crises, de crainte que le manque d'accès et le manque de clarté masquent quelque chose de désagréable.

L'accès limité entrave également les efforts des agences humanitaires pour atteindre les victimes, ce qui pourrait à son tour alimenter de nouveaux mouvements de population. Alors, Elle a également exprimé sa préoccupation auprès du gouvernement concernant la réduction de l'espace civique au Cameroun, notant que certaines des organisations de la société civile, des chefs religieux, des hommes politiques de l'opposition et des diplomates rencontrés avaient décrit comment certains droits et libertés, notamment ceux d'association et de réunion pacifiques, avait été érodé ces derniers mois.

Les défenseurs des droits de l'homme ont expliqué qu'ils avaient été harcelés par la police et de nombreux interlocuteurs du Haut Commissaire ont soulevé la question de l'arrestation du principal responsable de l'opposition, Maurice Kamto, et de plus de 150 de ses partisans. «J'ai soulevé toutes ces questions auprès du gouvernement», a déclaré le Haut Commissaire. «Et je les ai exhortés à mettre fin à la pratique des civils devant les tribunaux militaires. Je crois qu'il est urgent de changer d'approche à l'égard des politiciens dissidents et des membres critiques de la société civile, ainsi que de faire des gestes importants pour rétablir la confiance. » «Tout le monde - gouvernement, opposition, société civile - convient que le pays fait face à la plus grave série de crises qu'il ait connues depuis de nombreuses années. Tout le monde veut mettre fin à ces crises le plus rapidement possible.

Le gouvernement, la société civile, l'opposition politique, les chefs religieux et la communauté internationale peuvent tous apporter une contribution importante à la recherche de la paix, s'ils peuvent discuter des options ouvertement et librement. » Tout en notant qu'il ne s'agissait que d'une première étape, Mme Bachelet a déclaré que son accueil et la volonté de coopérer manifestée par le gouvernement lors de sa visite pourraient contribuer à ouvrir la voie à une action commune efficace pour aider le Cameroun à traverser cette période très difficile.

«Pour ma part, je promets que mon bureau, y compris le personnel de notre bureau régional au Cameroun, ferai tout ce qui est en notre pouvoir pour aider le gouvernement à trouver des solutions viables, de sorte que, avec la participation accrue d'autres entités des Nations Unies et l'appui d'autres gouvernements - nous pouvons travailler ensemble pour contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité, à la protection des droits de l'homme et à la création d'un espace pour le développement effectif de la population partout au Cameroun. Les enjeux sont importants, pas seulement pour le Cameroun, mais pour toute la région. »

237actu/bureau des Nations Unies aux droits de l'homme
